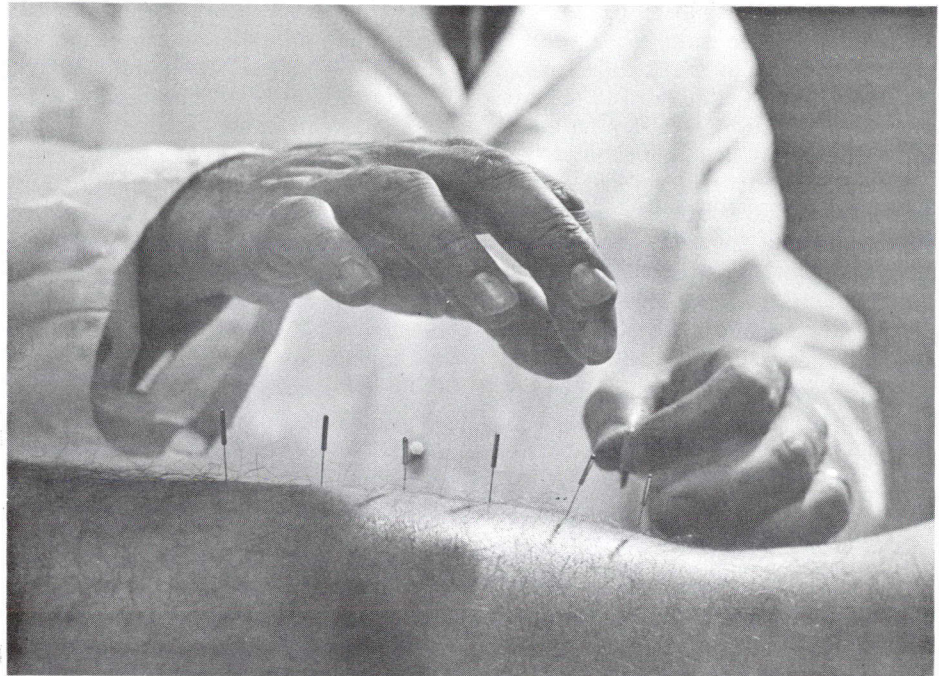


Études sur l'acupuncture

Le ministre des Affaires sociales du Québec, vient d'autoriser le versement d'une subvention de \$100 000 au Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (Québec) pour le développement de son Centre de recherche expérimentale en acupuncture.

Cette subvention permettra d'explorer la valeur scientifique de l'acupuncture, grâce à des analyses méthodiques visant à en déterminer les propriétés thérapeutiques et analgésiques. Les montants alloués serviront à défrayer les honoraires d'un acupuncteur professionnel venu de Chine, l'achat de quelques spécimens d'animaux sur lesquels seront tentées diverses expériences et enfin à couvrir les frais d'analyses de laboratoire. Ce programme expérimental qui sera mené avec le maximum de rigueur scientifique prévoit des tests sur des patients volontaires. Ces expériences permettront de dresser un inventaire complet des réactions biochimiques de l'organisme humain soumis à des traitements d'acupuncture.



Un médecin pratiquant l'acupuncture sur le tibia d'un athlète.

L'acupuncture suscite de plus en plus d'intérêt tant auprès de l'opinion publique que dans les milieux scientifiques. La création d'un tel centre

expérimental favorisera l'acquisition de connaissances plus rigoureuses dans ce domaine tout en assurant la protection de la santé publique.

Économie de marché

Le président de l'Association des manufacturiers canadiens (A.M.C.), M. Harold Corrigan, a prononcé un discours sur l'avenir de l'économie de marché au Canada à l'occasion d'un colloque sur la lutte contre l'inflation tenu le mois dernier sous les auspices de la Division de la Colombie-Britannique de l'A.M.C. Il a fait les affirmations suivantes:

L'A.M.C. appuie le programme de lutte contre l'inflation non pas en tant qu'"intervention bureaucratique massive et perpétuelle dans notre système économique", mais en tant que "vaste programme à court terme qui porte notamment sur les augmentations de salaires, les variations dans les prix et le niveau des dépenses gouvernementales, dont les paiements de transfert".

L'appui de l'A.M.C. "se fonde sur le besoin qu'ont le Canada et les Canadiens de retrouver le sens de la mesure, de mettre un frein à cette course folle et insensée sur la route parfois attirante mais finalement fatale, appelée inflation, qui mène à la faillite morale et matérielle".

Faisant observer que la grande majo-

rité des Canadiens reconnaissent la nécessité d'un programme sévère de restriction nationale et sont prêts à lui accorder leur appui, M. Corrigan a déclaré que les dernières statistiques ont montré que "par le jeu du marché et grâce au programme de lutte contre l'inflation, on a déjà observé un très net ralentissement en ce qui concerne les hausses de prix, et ce, non seulement de la part des grandes sociétés qui sont obligées, de par la Loi, d'observer ce programme".

Exprimant certaines réserves sur les aspects du programme qui, selon l'A.M.C., devraient être corrigés, il a déclaré: "Nous croyons, et nous l'avons dit dès le début, que les droits à l'exportation proposés sont une erreur et qu'ils devraient être supprimés."

Faisant allusion aux pressions qu'exercent les syndicats sur les sociétés qui ne sont pas assujetties aux dispositions obligatoires du programme, M. Corrigan a déclaré que ces sociétés devraient avoir le droit d'"adhérer" au programme volontairement.

Analysant les performances du système économique canadien au cours des 25 dernières années, M. Corrigan a dit que le progrès accompli dans ce do-

maine a été phénoménal et l'a qualifié de "réalisation de nos industries de fabrication, de construction, de ressources et de traitement, ayant nécessité le recours à nos richesses naturelles et à d'importants investissements de particuliers ou de sociétés".

"La prolifération des dépenses gouvernementales à tous les niveaux" a également fortement influé sur l'économie depuis 1950. "Il est sûrement temps de se demander si l'économie est réellement en mesure de supporter un aussi lourd fardeau sans compromettre tout l'avenir."

Le premier ministre Trudeau, lorsqu'il a exprimé ses vues à la fin de l'année, a soulevé certaines questions graves sur lesquelles les Canadiens devraient méditer et se prononcer. "Nous sommes disposés, à l'A.M.C., à discuter des solutions possibles... nous avons entrepris d'étudier les questions en profondeur avec nos membres, le grand public et les législateurs."

M. Corrigan a défié "ceux qui ne sont pas d'accord avec nous de parler ouvertement et de faire connaître leurs doléances et leurs propositions en vue d'améliorer le système économique".

"A l'A.M.C., nous croyons en l'évo-